

demande d'approuver pour cela un crédit de 100 millions de dollars, mais les fonds ne seront dépensés qu'en 1970-1971, ce qui représente un système exécrationnel.

**Une voix:** Bravo!

**M. Hales:** Il est mauvais d'accorder cette année des fonds qui seront dépensés l'année prochaine, tout en figurant au budget actuel. Ce poste devrait figurer au budget de l'an prochain et non pas dans celui de l'année écoulée. C'est créer un précédent peu recommandable et pour obtenir ces 100 millions de dollars, le gouvernement adopte une méthode discutable.

Puisque nous en sommes aux prévisions budgétaires pour l'agriculture, je vois qu'il y a trois crédits de un dollar et c'est là une manière très dangereuse de faire approuver des dépenses. La Chambre et les députés ne savent pas ce que représente ce dollar et il n'y a rien ici qui l'explique. Je le répète, monsieur l'Orateur, je m'oppose absolument à la méthode que le gouvernement a choisie pour obtenir ces 100 millions de dollars du Fonds du revenu consolidé.

Disons un mot du principe qui consiste à donner 100 millions de dollars aux cultivateurs pour rester assis à ne rien faire. C'est une chose que je n'approuve pas du tout et je ne puis vraiment pas concevoir comment un pays agricole comme le Canada doit recourir à ce moyen. Quand on aura assuré la gestion des fonds et qu'on aura engagé une armée de personnes chargées de veiller à ce que le programme soit appliqué suivant les règles, on aura dépensé près de 200 millions de l'argent fédéral. N'eut-il pas mieux valu acheter pour 200 millions de dollars de blé aux cultivateurs de l'Ouest et l'expédier aux affamés dans toutes les parties du monde?

**Des voix:** Bravo!

**M. Hales:** Cela aurait sûrement été plus raisonnable que de payer les cultivateurs pour ne pas produire. De plus, l'idée que l'on se fait de nous dans le monde n'en aurait pas souffert. Pas plus tard que ce matin, j'ai entendu un missionnaire revenu récemment d'Inde où des milliers de gens meurent de faim. La nouvelle leur serait parvenue que le Canada payait ses cultivateurs pour ne pas produire de blé et il a dit: «Comment puis-je retourner en Inde et, en tant que Canadien, regarder ces gens en face?»

C'est là une situation paradoxale. Nous avons dépensé des millions et des millions de dollars pour le ministère de l'Agriculture; nous avons eu des fermes expérimentales; nous avons un ministère de l'Agriculture dans chacune des provinces, des collèges agricoles dans tout le pays; nous avons payé des fonctionnaires, des chercheurs et d'autres encore

pour élaborer une politique imaginative et prévoyante afin de ne pas nous trouver précipitamment dans cette position où nous trouvons aujourd'hui au Canada. Que constatons-nous? Que, depuis la guerre, le bœuf n'a jamais coûté plus cher au Canada. Nous savons que des petits Canadiens se couchent le soir sans avoir eu un bon repas de viande rouge, riche en protéines. Et pourquoi, monsieur l'Orateur? Parce que le prix du bœuf est si élevé que la famille moyenne ne peut se permettre d'en acheter pour ses enfants.

● (9.40 p.m.)

Des tas de blé s'accumulent dans l'Ouest, dont nous ne savons que faire. Pourtant, le bœuf coûte si cher que peu de Canadiens peuvent se permettre d'en acheter. Jusqu'où ira notre folie? Que font donc les chercheurs du ministère? Pourquoi n'ont-ils pas trouvé de formule pour éviter pareille situation? Pourquoi n'a-t-on pas fait preuve de prévoyance? Nous vivons en pays agricole, mais chaque année nous importons environ neuf livres de viande par habitant. Nous importons de l'agneau, du mouton, du porc et même du bœuf d'autres pays du monde. Et dans le même temps, on accumule du blé au Canada. N'est-ce pas là un étrange paradoxe?

D'aucuns diront que le gouvernement aurait dû adopter telle ou telle politique. Peut-être, jusqu'à un certain point. A mon avis, les chercheurs des divers ministères auraient dû nous dire quelle politique adopter pour éviter la situation actuelle. A quiconque dira que le gouvernement devrait servir de guide dans la formulation de politiques, je dirai ceci: Si M. Alvin Hamilton avait été ministre de l'Agriculture des dernières années, les cultivateurs de l'Ouest n'auraient pas produit autant de blé. Ils auraient cultivé leur pâturage et fait de leurs veaux des vaches. Il y aurait eu assez de bétail pour que le prix du bœuf soit à la portée de tous les Canadiens.

Aujourd'hui, le gouvernement nous demande d'adopter un crédit de 100 millions de dollars pour le sortir du pétrin au lieu de présenter la mesure sous forme de crédit aux prévisions budgétaires, le gouvernement aurait dû présenter un bill que les députés auraient pu débattre. Ainsi, nous aurions peut-être tous compris ce qui se passe dans l'Ouest. Je le répète: ces prévisions budgétaires s'appliquent à 1969-1970, mais l'argent sera dépensé en 1970-1971.

Je terminerai sur cette note, monsieur l'Orateur. Certains des savants les plus compétents habitent notre pays. S'ils s'y appliquent, ils peuvent faire des merveilles. Notre blé peut certes servir à d'autres fins que la consommation humaine et animale. On pourrait peut-être en faire des bas de soie. Pendant la